

# Rapport semestriel

États financiers intermédiaires résumés

au 30 juin 2018

(Non audités)

## SOMMAIRE

Commentaires sur les résultats financiers au 30 juin 2018.....	2
<b>ÉTATS FINANCIERS.....</b>	<b>3</b>
Objectifs de la Banque.....	3
Secteurs d'intervention .....	3
Bilan .....	4
Compte de résultat.....	5
État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	6
État de variations des capitaux propres.....	6
Tableau des flux de trésorerie .....	7
<b>NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS.....</b>	<b>8</b>
NOTE A - Résumé des principes comptables appliqués par la Banque .....	8
NOTE B - Ratios.....	9
NOTE C - Actifs et passifs financiers .....	11
NOTE D - Créances sur les établissements de crédit et la clientèle.....	12
NOTE E - Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle et dettes représentées par un titre .....	13
NOTE F - Capital .....	14
NOTE G - Marge d'intérêts.....	15

## Commentaires sur les résultats financiers au 30 juin 2018

Dans un environnement économique et financier incertain, la CEB a réalisé une très bonne performance opérationnelle au cours du premier semestre 2018, qui lui a permis d'accomplir avec efficacité son mandat social en Europe.

Au 30 juin 2018, les montants des projets approuvés (€ 2,2 milliards) et des prêts décaissés (€ 1,1 milliard) ont été conformes aux objectifs définis dans le Plan de développement 2017-2019. Le stock des projets approuvés en attente de financement s'est élevé à € 7,9 milliards au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 : € 7,0 milliards), dont 40,9% en faveur des pays cibles d'Europe centrale, orientale et du sud-est. L'encours de prêts a légèrement augmenté à € 14,2 milliards au 30 juin 2018 comparé à € 13,8 milliards à la fin de l'année 2017.

Les ratios prudentiels de la Banque sont restés dans leurs limites respectives.

La dette représentée par un titre, incluant les emprunts obligataires et les emprunts à court terme (*Euro Commercial Paper*), s'est élevée à € 22,3 milliards au 30 juin 2018. Au cours du premier semestre 2018, la Banque a émis des emprunts obligataires pour un montant nominal de € 3,6 milliards. L'encours des emprunts obligataires, en support aux opérations de la Banque, est passé de € 18,2 milliards au 31 décembre 2017 à € 19,8 milliards au 30 juin 2018, notamment due aux nouvelles émissions au cours de cette période.

Le résultat net (non audité) au 30 juin 2018 s'est élevé à € 50,2 millions, soit une baisse de € 8,4 millions (14,3%) par rapport à la même période en 2017. Cette évolution est principalement due à la baisse de la marge nette d'intérêts (- € 6,8 millions) et à l'impact négatif de la valeur des instruments financiers à la juste valeur par résultat (- € 3,7 millions).

Au 30 juin 2018, les capitaux propres se sont établis à € 2 999,5 millions, en hausse de € 32,7 millions par rapport à la fin de l'année 2017 (€ 2 979,0 millions). Les fonds propres (capitaux propres plus capital non-appelé) se sont élevés à € 7 859,3 millions contre € 7 826,6 millions au 31 décembre 2017.

	En millions d'euros		
	30/06/2018 (*)	30/06/2017 (*)	31/12/2017
Projets approuvés	2 217	2 282	3 908
Stock de projets	7 912	7 111	6 981
Prêts décaissés	1 112	811	2 302
Encours de prêts	14 169	13 944	13 792
Emprunts obligataires émis	3 608	2 253	2 816
Encours de la dette représentée par un titre	22 343	19 663	18 236
Résultat net	50	59	112
Capitaux propres	2 999	2 908	2 967
Fonds propres	7 859	7 768	7 827
Total de l'actif	27 777	25 305	23 798

(\*) Non audité

# ÉTATS FINANCIERS

## Objectifs de la Banque

"La Banque a pour objectif prioritaire d'aider à résoudre les problèmes sociaux que pose ou peut poser aux pays européens la présence de réfugiés, de personnes déplacées ou de migrants résultant de mouvements de réfugiés ou d'autres mouvements forcés de populations ainsi que de la présence de victimes de catastrophes naturelles ou écologiques.

Les projets d'investissement auxquels concourt la Banque peuvent viser soit à aider ces personnes dans le pays où elles se trouvent, soit à leur permettre de retourner dans leur pays d'origine lorsque les conditions d'un tel retour sont réunies, soit, le cas échéant, à s'installer dans un autre pays d'accueil. Ces projets doivent être agréés par un Membre de la Banque.

La Banque peut également concourir à la réalisation de projets d'investissement, agréés par un Membre de la Banque permettant la création d'emplois dans des régions défavorisées, le logement de populations à bas revenus ou la réalisation d'infrastructures sociales".

(Statut, Article II).

## Secteurs d'intervention

La Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) contribue à la mise en œuvre de projets d'investissement à caractère social en faveur de la cohésion sociale. Conformément à la Résolution du Conseil d'administration 1587 (2016), la CEB concourt à leur réalisation à travers trois grandes lignes d'action sectorielles, à savoir:

- **La croissance durable et inclusive**, l'accent étant mis sur les composantes sociales et plus particulièrement sur les infrastructures publiques ayant une vocation sociale, la création et le maintien d'emplois, l'accès au marché du travail, le logement et l'intégration des groupes vulnérables.
- **L'intégration des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants.**
- **L'action pour le climat:** développement de mesures d'atténuation et d'adaptation.

Les projets peuvent être rattachés à une, deux ou trois des lignes d'action sectorielles citées ci-dessus. Ces lignes d'action sectorielles reflètent à la fois la vocation sociale spécifique de la CEB et la logique de développement qui sous-tend l'ensemble de son activité dans les secteurs d'intervention suivants: aide aux réfugiés, migrants, personnes déplacées et d'autres groupes vulnérables ; logements sociaux pour les personnes à bas revenu ; amélioration de la qualité de vie en milieu urbain et rural ; catastrophes naturelles ou écologiques ; protection de l'environnement ; protection et réhabilitation du patrimoine historique et culturel ; santé ; éducation et formation professionnelle ; infrastructures administratives et judiciaires ; et soutien aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME) pour la création et le maintien d'emplois viables.

## Normes comptables

Les nouvelles normes IFRS 9 et IFRS 15, décrites dans la Note A, sont applicables rétrospectivement au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et offrent l'option de ne pas retraiter l'exercice 2017. La CEB ayant retenu cette option, les états financiers comparatifs de 2017 n'ont pas été retraités au titre de ces changements de méthode comptable.

Compte tenu de la nature de ses actifs, la Banque n'a effectué aucun reclassement prévu dans la norme IFRS 9, phase 1.

Cependant, par rapport à 2017, les états financiers 2018 présentés ci-après, introduisent les changements de dénomination sur les catégories d'actifs suivantes :

- les "Actifs financiers disponibles à la vente" sont devenus "Titres à la juste valeur par capitaux propres" et
- les "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" sont devenus "Titres au coût amorti".

Le bilan présente une référence comparative au 1<sup>er</sup> janvier 2018 prenant en compte les effets de l'application de la norme IFRS 9.

Compte tenu de la nature des activités de la CEB, la norme IFRS 15 n'a pas d'impacts significatifs sur ces états financiers.

## Bilan

Au 30 juin 2018 (non audité), au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (non audité) et au 31 décembre 2017 (audité)

En milliers d'euros

	Notes	30/06/2018	01/01/2018 <sup>(**)</sup>	31/12/2017
<b>Actif</b>				
Caisse, avoirs auprès des banques centrales		435 425	539 427	539 482
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		249 730	323 472	323 472
Instruments dérivés de couverture		686 482	680 997	680 997
Titres à la juste valeur par capitaux propres <sup>(*)</sup>		5 214 069	3 638 502	3 638 764
Créances sur les établissements de crédit et la clientèle				
Prêts	D	14 418 750	14 045 360	14 056 570
Autres créances	D	4 258 593	2 062 423	2 062 564
Titres au coût amorti <sup>(*)</sup>		2 145 669	2 199 817	2 199 945
Immobilisations corporelles et incorporelles		54 131	52 916	52 916
Comptes de régularisation et actifs divers		314 221	243 540	243 571
<b>Total de l'actif</b>		<b>27 777 070</b>	<b>23 786 454</b>	<b>23 798 281</b>
<b>Passif</b>				
<b>Dettes</b>				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		541 470	650 606	650 606
Instruments dérivés de couverture		476 005	478 074	478 074
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	E	192 414	210 489	210 489
Dettes représentées par un titre	E	22 939 589	18 835 438	18 835 438
Comptes de régularisation et passifs divers		320 338	363 519	363 519
Compte de dividendes sociaux		57 448	59 116	59 116
Provisions		250 314	236 443	234 225
<b>Total dettes</b>		<b>24 777 578</b>	<b>20 833 685</b>	<b>20 831 467</b>
<b>Capitaux propres</b>				
Capital	F			
Souscrit		5 472 219	5 472 219	5 472 219
Non appelé		(4 859 802)	(4 859 802)	(4 859 802)
Appelé		612 417	612 417	612 417
Réserve générale		2 352 515	2 240 476	2 254 521
Résultat net		50 195	112 039	112 039
<b>Total capital, réserve générale et résultat net</b>		<b>3 015 127</b>	<b>2 964 932</b>	<b>2 978 977</b>
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(15 635)	(12 163)	(12 163)
<b>Total capitaux propres</b>		<b>2 999 492</b>	<b>2 952 769</b>	<b>2 966 814</b>
<b>Total du passif</b>		<b>27 777 070</b>	<b>23 786 454</b>	<b>23 798 281</b>

(\*) Conformément à la phase 1 de la norme IFRS 9, la nature des actifs regroupés sous les dénominations "Titres à la juste valeur par capitaux propres" et "Titres au coût amorti" est identique à celle des actifs publiés en 2017 sous les rubriques respectivement, "Actifs financiers disponibles à la vente" et "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance"

(\*\*) Données au 1<sup>er</sup> janvier 2018 incluant les effets de l'application de la norme IFRS 9

## Compte de résultat

### Du premier semestre 2018 (non audité) et du premier semestre 2017 (non audité)

En milliers d'euros

	Notes	2018	2017
<b>Intérêts et produits assimilés</b>			
Titres à la juste valeur par capitaux propres (*)		(1 694)	86
Créances sur les établissements de crédit et la clientèle		25 887	21 344
Titres au coût amorti (*)		32 488	36 112
<b>Intérêts et charges assimilées</b>			
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		518	1 603
Dettes représentées par un titre		18 991	23 582
Autres intérêts et charges assimilées		(2 606)	(2 306)
<b>Marge d'intérêts</b>	G	<b>73 584</b>	<b>80 421</b>
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>			
Gains ou pertes nets sur titres à la juste valeur par capitaux propres (*)		(1 075)	2 639
Commissions (produits)		74	24
Commissions (charges)		1 249	434
		(1 058)	(978)
<b>Produit net bancaire</b>		<b>72 774</b>	<b>82 540</b>
<b>Charges générales d'exploitation</b>			
Charges générales d'exploitation		(22 312)	(22 415)
Dotations aux amortissements sur immobilisations		(1 785)	(1 542)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>48 677</b>	<b>58 583</b>
<b>Coût du risque</b>			
Coût du risque		1 518	
<b>Résultat net</b>		<b>50 195</b>	<b>58 583</b>

(\*) Conformément à la phase 1 de la norme IFRS 9, la nature des actifs regroupés sous les dénominations "Titres à la juste valeur par capitaux propres" et "Titres au coût amorti" est identique à celle des actifs publiés en 2017 sous les rubriques respectivement, "Actifs financiers disponibles à la vente" et "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance"

## État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Du premier semestre 2018 (non audité) et du premier semestre 2017 (non audité)

En milliers d'euros

	2018	2017
<b>Résultat net</b>	<b>50 195</b>	<b>58 583</b>
<b>Éléments pouvant être rapportés au compte de résultat</b>	<b>3 810</b>	<b>24 758</b>
Variations de valeur des titres à la juste valeur par capitaux propres	3 810	24 758
<b>Éléments ne pouvant être rapportés au compte de résultat</b>	<b>(7 283)</b>	<b>12 909</b>
Variations des écarts actuariels liés au régime de pension	(6 463)	10 873
Variations des écarts actuariels liés aux autres avantages postérieurs à l'emploi	(820)	2 036
<b>Total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>(3 472)</b>	<b>37 667</b>
<b>Résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>46 723</b>	<b>96 250</b>

## État de variations des capitaux propres

Du premier semestre 2018 (non audité) et du premier semestre 2017 (non audité)

En milliers d'euros

	Capital et réserves			Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Total capitaux propres
	Capital appelé	Réserves et résultats	Total	Titres à la juste valeur par capitaux propres	Écarts actuariels	Total	
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2016</b>	<b>612 417</b>	<b>2 254 521</b>	<b>2 866 938</b>	<b>20 951</b>	<b>(75 988)</b>	<b>(55 037)</b>	<b>2 811 901</b>
Résultat net		58 583	58 583				58 583
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				24 758	12 909	37 667	37 667
<b>Capitaux propres au 30 juin 2017</b>	<b>612 417</b>	<b>2 313 104</b>	<b>2 925 521</b>	<b>45 709</b>	<b>(63 079)</b>	<b>(17 370)</b>	<b>2 908 151</b>
Résultat net		53 456	53 456				53 456
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				4 749	458	5 207	5 207
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2017</b>	<b>612 417</b>	<b>2 366 560</b>	<b>2 978 977</b>	<b>50 458</b>	<b>(62 621)</b>	<b>(12 163)</b>	<b>2 966 814</b>
Provisions (*)		(14 045)	(14 045)				(14 045)
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b>	<b>612 417</b>	<b>2 352 515</b>	<b>2 964 932</b>	<b>50 458</b>	<b>(62 621)</b>	<b>(12 163)</b>	<b>2 952 769</b>
Résultat net		50 195	50 195				50 195
Variations de valeur des actifs et des passifs comptabilisées directement en capitaux propres				3 810	(7 283)	(3 472)	(3 472)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2018</b>	<b>612 417</b>	<b>2 402 710</b>	<b>3 015 127</b>	<b>54 268</b>	<b>(69 904)</b>	<b>(15 635)</b>	<b>2 999 492</b>

(\*) Ces provisions représentent l'impact de la première application de la norme IFRS 9.

## Tableau des flux de trésorerie

Relatif au premier semestre 2018 (non audité) et au premier semestre 2017 (non audité)

En milliers d'euros

	2018	2017
<b>Résultat net</b>	50 195	58 583
+/- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 785	1 542
+/- Dotations nettes aux provisions	(1 512)	
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	9 853	10 668
+/- Variation des intérêts à recevoir	(51 921)	4 850
+/- Variation des intérêts à payer	28 700	(14 952)
+/- Autres mouvements	6 872	3 109
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat</b>	<b>(6 223)</b>	<b>5 219</b>
+ Encaissements liés aux opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle	1 528 423	2 018 312
- Décaissements liés aux opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle	(3 133 604)	(2 938 717)
+ Encaissements liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	4 054 565	4 891 529
- Décaissements liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(5 566 492)	(5 479 983)
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	9 470	(70 696)
<b>Flux net des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>(3 107 638)</b>	<b>(1 579 556)</b>
<b>Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (a)</b>	<b>(3 063 666)</b>	<b>(1 515 754)</b>
+ Encaissements liés aux titres au coût amorti	48 600	122 099
- Décaissements liés aux titres au coût amorti		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(3 000)	(2 023)
<b>Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (b)</b>	<b>45 600</b>	<b>120 076</b>
+/- Flux de trésorerie provenant de ou à destination des États membres	(741)	(2 080)
+ Encaissements liés aux émissions de dettes représentées par un titre	8 058 942	4 654 818
- Décaissements liés aux remboursements de dettes représentées par un titre	(4 135 270)	(3 490 599)
<b>Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)</b>	<b>3 922 931</b>	<b>1 162 139</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie (d)</b>	<b>77</b>	<b>(1 895)</b>
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (a)+(b)+(c)+(d)</b>	<b>904 942</b>	<b>(235 434)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>1 779 382</b>	<b>1 653 676</b>
Caisse, avoirs auprès des banques centrales	539 482	648 960
Dépôts à vue et à terme auprès des établissements de crédit	1 239 900	1 004 717
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin</b>	<b>2 684 324</b>	<b>1 418 242</b>
Caisse, avoirs auprès des banques centrales	435 484	408 327
Dépôts à vue et à terme auprès des établissements de crédit	2 248 840	1 009 915
<b>Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>904 942</b>	<b>(235 434)</b>



## NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

### NOTE A - Résumé des principes comptables appliqués par la Banque

#### Référentiel comptable

Les comptes individuels de la Banque sont établis conformément aux normes comptables internationales (*International Financial Reporting Standards - IFRS*) telles qu'elles ont été adoptées au sein de l'Union européenne.

Les états financiers individuels intermédiaires résumés de la Banque au 30 juin 2018 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire" et doivent être lues conjointement avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 décembre 2017 (disponible sur le site internet de la Banque [www.coebank.org](http://www.coebank.org)).

Les résultats semestriels présentés ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats de l'exercice concerné.

Les états financiers semestriels ne sont pas audités.

#### Normes comptables applicables

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la CEB applique la norme IFRS 9 "Instruments Financiers". La norme IFRS 9 remplace la norme IAS 39. Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers (Phase 1), de dépréciation pour risque de crédit des instruments financiers et des engagements de financement (Phase 2), ainsi qu'en matière de comptabilité de couverture générale, ou micro-couverture (Phase 3).

S'agissant de la comptabilité de couverture (micro-couverture), la Banque a retenu l'option prévue par la norme de maintenir les dispositions de la comptabilité de couverture d'IAS 39.

La norme IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients", applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, définit les principes de reconnaissance des revenus applicables à tous les contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats de locations, des contrats d'assurance, des instruments financiers et des garanties. Compte tenu de la nature des activités de la CEB, la norme IFRS 15 n'a pas d'impacts significatifs sur ces états financiers.

La Banque n'a pas appliqué de nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne pour lesquelles l'application au 30 juin 2018 est optionnelle.

## NOTE B - Ratios

La CEB, en tant que banque multilatérale de développement (BMD), n'est pas soumise aux réglementations de ses pays membres. Toutefois, elle considère les directives sur la réglementation bancaire de l'Union européenne ainsi que les recommandations du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (BCBS - *Basel Committee on Banking Supervision*) comme référence pour son dispositif de gestion des risques.

Les ratios et indicateurs du cadre prudentiel de la Banque sont organisés autour de six axes principaux : capital, levier, liquidité, risque de crédit (marché), risque de taux d'intérêts et risque de change.

Cadre prudentiel	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Limite
<b>Capitaux propres</b>				
Emploi des capitaux propres	26,4%	25,9%	29,2%	> 10,5%
Gearing	1,8	1,79	1,76	< 2,5%
<b>Effet de levier</b>				
Endettement	7,55	6,73	6,25	< 10
Actifs de trésorerie	3,98	3,07	2,78	< 4
<b>Liquidité</b>				
Liquidité à court terme (1 an)	129,0%	143,4%	114,0%	> 100%
Période d'autosuffisance	10	15	9	> 6 mois
<b>Risque de crédit sur opérations de marché</b>				
Notation de crédit interne minimale	≥ 7,0	≥ 7,0	≥ 7,0	≥ 7,0
<b>Risque de taux d'intérêt</b>				
Sensibilité de la valeur économique	- € 0,72 M	- € 5,7 M	- € 5,18 M	< 0,5% des fonds propres (risque de marché)
<b>Risque de change</b>				
Position nette ouverte en devise	< € 1,0 M	< € 1,0 M	< € 1,0 M	< € 1,0 M
<b>Autres</b>				
Coefficient d'exploitation (ajusté) <sup>(1)</sup>	32,3%	29,6%	30,3%	

(1) Le coefficient d'exploitation ajusté est égal au montant des charges générales d'exploitation (y compris les dotations nettes aux amortissements sur les immobilisations) divisé par le produit net bancaire. Il s'établit en excluant des gains-pertes non-réalisés sans incidence économique, en soldant des revenus de recouvrement de coûts provenant d'activités fiduciaires avec les charges générales d'exploitation, et en excluant d'autres effets techniques et/ou non-récurrents dans les comptes de la CEB.

**Ratio d'emploi des capitaux propres (CAR)**, selon l'approche standardisée, mesure les capitaux propres prudentiels de la CEB ( $E_p$ )<sup>1</sup> exprimée en pourcentage du total de ses actifs pondérés des risques (RWA)<sup>2</sup>. Le ratio d'emploi des capitaux propres s'est élevé à 26,4% au 30 juin 2018, légèrement inférieur par rapport à 29,2% au 31 décembre 2017 en raison de l'augmentation des RWA dans l'activité financière.

Le **ratio "gearing"** compare l'encours de prêts (après swap et garanties) aux fonds propres<sup>3</sup> et établit un plafond en termes de volume (au lieu d'un plafond de risque de crédit) pour l'activité de prêts de la CEB, permettant ainsi la comparabilité avec d'autres Institutions Financières Internationales. La limite est fixée à 2,5 (deux fois et demie les fonds propres), soit € 19,7 milliards au 30 juin 2018. Le ratio s'est établi à 1,80 au 30 juin 2018, stable comparé à 1,76 à fin décembre 2017 en raison d'une hausse de l'encours de prêts parallèlement à la même évolution des fonds propres de la CEB.

Les **ratios prudentiels d'endettement, des actifs de trésorerie et de liquidité** sont bien restés dans leurs limites respectives. Les variations (hausse ou baisse) ne reflètent que l'évolution des activités ordinaires de la Banque (la trésorerie, les prêts et la dette).

La **notation de crédit interne minimale** définit la notation de crédit minimale à la date d'achat pertinente requise pour les transactions avec des émetteurs, débiteurs et contreparties de la Banque. La notation de crédit interne minimale de la Banque à  $\geq 7,0$  (A-)<sup>4</sup> pour les investissements à court terme est fixée et à  $\geq 8,0$  (A+)<sup>5</sup> pour les investissements à long terme.

A la fin du premier semestre 2018, comme à fin 2017, aucune contrepartie/transaction n'a été notée en-dessous du seuil défini à la date d'achat pertinente.

La **sensibilité de la valeur économique** mesure la variation de la valeur économique de la Banque, y compris des fonds propres (risque de marché (RM))<sup>6</sup>, sous l'effet d'un choc de +/-10 points de base sur les taux d'intérêt. Sa limite est fixée à  $< 0,5\%$  des fonds propres (RM), soit +/- € 16,2 millions au 30 juin 2018.

A la fin du premier semestre 2018, la sensibilité de la valeur économique s'est élevée à moins € 0,72 millions par rapport à moins € 5,2 millions à fin 2017, ainsi bien en-dessous de son plafond fixé.

La **position nette ouverte en devises**<sup>7</sup> mesure le montant total des postes de l'actif diminué du montant total des postes du passif libellés en devises étrangères, au bilan et hors-bilan. Sa limite est fixée à  $< € 1$  million pour chaque devise.

A fin juin 2018, la position nette ouverte dans toutes les devises se situe en dessous de € 1 million, comme à fin 2017.

---

<sup>1</sup> Capitaux propres prudentiels ( $E_p$ ): capital versé, réserves et résultat net

<sup>2</sup> Actifs pondérés des risques sont les actifs de la Banque ou les expositions hors bilan, pondérés selon le risque. Les actifs sont pondérés d'après leur notation du crédit externe ou par des modèles internes de la Banque.

<sup>3</sup> Fonds propres de la CEB: capital souscrit, réserves et résultat net

<sup>4</sup> Pour les échéances inférieures à trois mois, la notation de crédit interne minimale est de 6,0 (BBB) pour les obligations souveraines et de 6,5 (BBB+) pour les dépôts à court terme

<sup>5</sup> Pour les échéances supérieures à deux ans la notation interne minimale est de 7,0 (A-) pour des titres émis par un état, une administration publique, une autorité locale, un organisme public, une entité supranationale ou une institution financière.

<sup>6</sup> Fonds propres (RM – risque de marché): capital versé, réserves, résultat net, montant du Compte de dividendes sociaux et provisions pour avantages postérieurs à l'emploi

<sup>7</sup> À la fin du mois

## NOTE C - Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont présentés dans le tableau ci-dessous selon leurs règles d'évaluations comptables respectives.

Les conditions de décaissement des prêts sont équivalentes à celles pratiquées par d'autres institutions financières intervenant sur le marché des banques supranationales. En raison de son statut de créancier privilégié, la Banque ne cède pas ce type de créance.

	<i>En milliers d'euros</i>			
	À la juste valeur par résultat	À la juste valeur par capitaux propres	Au coût amorti	Valeur comptable
<b>30 juin 2018</b>				
<b>Actif</b>				
Caisse, avoirs auprès des banques centrales			435 425	435 425
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	249 730			249 730
Instruments dérivés de couverture	686 482			686 482
Titres à la juste valeur par capitaux propres		5 214 069		5 214 069
Créances sur les établissements de crédit et la clientèle			18 677 343	18 677 343
Titres au coût amorti			2 145 669	2 145 669
<b>Total de l'actif financier</b>	<b>936 212</b>	<b>5 214 069</b>	<b>21 258 437</b>	<b>27 408 718</b>
<b>Passif</b>				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	541 470			541 470
Instruments dérivés de couverture	476 005			476 005
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle			192 414	192 414
Dettes représentées par un titre			22 939 589	22 939 589
Compte de dividendes sociaux			57 448	57 448
<b>Total du passif financier</b>	<b>1 017 475</b>		<b>23 189 451</b>	<b>24 206 926</b>

	<i>En milliers d'euros</i>			
	À la juste valeur par résultat	À la juste valeur par capitaux propres	Au coût amorti	Valeur comptable
<b>1<sup>er</sup> janvier 2018</b>				
<b>Actif</b>				
Caisse, avoirs auprès des banques centrales			539 427	539 427
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	323 472			323 472
Instruments dérivés de couverture	680 997			680 997
Titres à la juste valeur par capitaux propres		3 638 502		3 638 502
Créances sur les établissements de crédit et la clientèle			16 107 783	16 107 783
Titres au coût amorti			2 199 817	2 199 817
<b>Total de l'actif financier</b>	<b>1 004 469</b>	<b>3 638 502</b>	<b>18 847 027</b>	<b>23 489 998</b>
<b>Passif</b>				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	650 606			650 606
Instruments dérivés de couverture	478 074			478 074
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle			210 489	210 489
Dettes représentées par un titre			18 835 438	18 835 438
Compte de dividendes sociaux			59 116	59 116
<b>Total du passif financier</b>	<b>1 128 680</b>		<b>19 105 043</b>	<b>20 233 723</b>

## NOTE D - Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Ce poste recouvre les prêts consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que les dépôts effectués auprès des établissements de crédit.

En milliers d'euros

Répartition des prêts par catégorie d'emprunteurs	30/06/2018	01/01/2018
<b>Prêts consentis aux établissements de crédit</b>		
Encours	8 421 256	8 043 194
Créances rattachées	16 252	14 837
Provisions <sup>(*)</sup>	(4 195)	(4 987)
<b>Sous-total</b>	<b>8 433 313</b>	<b>8 053 044</b>
<b>Prêts consentis à la clientèle</b>		
Encours	5 747 513	5 748 958
Créances rattachées	21 972	21 339
Provisions <sup>(*)</sup>	(5 150)	(6 223)
<b>Sous-total</b>	<b>5 764 335</b>	<b>5 764 074</b>
Ajustement de la valeur des prêts couverts par des instruments dérivés	221 102	228 242
<b>Total des prêts consentis</b>	<b>14 418 750</b>	<b>14 045 360</b>
<b>Autres créances</b>		
Comptes à vue	96 035	14 066
Dépôts à terme	4 155 979	2 050 834
Créances rattachées	6 926	(2 336)
Provisions <sup>(*)</sup>	(347)	(141)
<b>Total des autres créances</b>	<b>4 258 593</b>	<b>2 062 423</b>

(\*) Ces provisions sont liées à l'application de la norme IFRS 9, phase 2.

La répartition de l'encours des prêts par pays de localisation de l'emprunteur, est présentée dans le tableau ci-après.

En milliers d'euros

Répartition par pays de localisation de l'emprunteur	30/06/2018	%	01/01/2018	%
Espagne	1 975 896	13,95	2 032 224	14,73
Pologne	1 829 947	12,92	1 806 789	13,10
Turquie	1 541 784	10,88	1 429 418	10,36
France	1 332 969	9,41	1 347 444	9,77
Belgique	875 262	6,18	850 068	6,16
Allemagne <sup>(1)</sup>	765 973	5,41	768 100	5,57
Roumanie	728 813	5,14	744 389	5,40
Hongrie	723 763	5,11	668 506	4,85
République slovaque	550 551	3,89	599 145	4,34
Chypre	509 687	3,60	520 720	3,78
République tchèque	504 083	3,56	435 561	3,16
Finlande	351 319	2,48	338 194	2,45
Italie <sup>(2)</sup>	330 722	2,33	241 941	1,75
Croatie	320 297	2,26	337 857	2,45
Irlande	243 474	1,72	208 774	1,51
Portugal	215 543	1,52	220 966	1,60
Lituanie	208 143	1,47	187 916	1,36
Pays-Bas	200 000	1,41	50 000	0,36
Bulgarie	170 209	1,20	196 248	1,42
Serbie	126 681	0,89	130 811	0,95
Islande	113 450	0,80	117 583	0,85
"l'ex-République yougoslave de Macédoine"	98 427	0,69	101 024	0,73
Albanie	91 975	0,65	96 187	0,70
Slovénie	83 194	0,59	88 222	0,64
Bosnie-Herzégovine	69 147	0,49	60 668	0,44
Suède	56 200	0,40	56 200	0,41
Danemark	46 667	0,33	46 667	0,34
Moldova (République de)	38 462	0,27	32 651	0,24
Monténégro	28 505	0,20	28 658	0,21
Lettonie	16 346	0,12	18 835	0,14
Estonie	10 970	0,08	13 963	0,10
Géorgie	10 312	0,07	8 874	0,06
Malte			7 550	0,05
<b>Total</b>	<b>14 168 769</b>	<b>100,00</b>	<b>13 792 151</b>	<b>100,00</b>

<sup>(1)</sup> dont € 9 millions d'encours en faveur des pays cibles au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 : € 10 millions)

<sup>(2)</sup> dont € 62 millions d'encours en faveur des pays cibles au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 : € 66 millions)

## NOTE E - Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle et dettes représentées par un titre

En milliers d'euros

	30/06/2018	01/01/2018
<b>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>		
Comptes rémunérés	119 081	130 489
Emprunts et comptes à terme	73 333	80 000
<b>Total</b>	<b>192 414</b>	<b>210 489</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>		
Emprunts obligataires	19 756 952	18 235 813
Euro Commercial Paper	2 585 799	
Dettes rattachées	261 885	214 331
Ajustement de la valeur des dettes représentées par un titre couvertes par des instruments dérivés	334 953	385 294
<b>Total</b>	<b>22 939 589</b>	<b>18 835 438</b>

## NOTE F - Capital

La répartition du capital par État membre au 30 juin 2018 et au 1<sup>er</sup> janvier 2018 est présentée ci-dessous.

*En milliers d'euros*

Membres	Capital souscrit	Capital non appelé	Capital appelé	Pourcentage du capital souscrit
Allemagne	915 770	814 114	101 656	16,735%
France	915 770	814 114	101 656	16,735%
Italie	915 770	814 114	101 656	16,735%
Espagne	597 257	530 958	66 299	10,914%
Turquie	388 299	345 197	43 102	7,096%
Pays-Bas	198 813	176 743	22 070	3,633%
Belgique	164 321	146 083	18 238	3,003%
Grèce	164 321	146 083	18 238	3,003%
Portugal	139 172	123 724	15 448	2,543%
Suède	139 172	123 724	15 448	2,543%
Pologne	128 260	114 023	14 237	2,344%
Danemark	89 667	79 712	9 955	1,639%
Finlande	69 786	62 039	7 747	1,275%
Norvège	69 786	62 039	7 747	1,275%
Bulgarie	62 459	55 526	6 933	1,141%
Roumanie	59 914	53 264	6 650	1,095%
Suisse	53 824	43 229	10 595	0,984%
Irlande	48 310	42 948	5 362	0,883%
Hongrie	44 788	39 816	4 972	0,818%
République tchèque	43 037	38 260	4 777	0,786%
Luxembourg	34 734	30 878	3 856	0,635%
Serbie	25 841	22 973	2 868	0,472%
Croatie	21 376	19 003	2 373	0,391%
Chypre	19 882	17 676	2 206	0,363%
République slovaque	18 959	16 854	2 105	0,346%
Albanie	13 385	11 899	1 486	0,245%
Lettonie	12 808	11 387	1 421	0,234%
Estonie	12 723	11 311	1 412	0,233%
"l'ex-République yougoslave de Macédoine "	12 723	11 311	1 412	0,233%
Lituanie	12 588	11 191	1 397	0,230%
Slovénie	12 295	10 930	1 365	0,225%
Islande	10 144	9 018	1 126	0,185%
Malte	10 144	9 018	1 126	0,185%
Géorgie	9 876	8 780	1 096	0,180%
Bosnie-Herzégovine	9 689	8 614	1 075	0,177%
Monténégro	6 584	5 853	731	0,120%
Kosovo	6 559	5 831	728	0,120%
Moldova (République de)	5 488	4 878	610	0,100%
Saint-Marin	4 867	4 206	661	0,089%
Liechtenstein	2 921	2 374	547	0,053%
Saint-Siège	137	107	30	0,003%
<b>Total au 30 juin 2018</b>	<b>5 472 219</b>	<b>4 859 802</b>	<b>612 417</b>	<b>100,000%</b>
<b>Total au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b>	<b>5 472 219</b>	<b>4 859 802</b>	<b>612 417</b>	<b>100,000%</b>

## NOTE G - Marge d'intérêts

Les produits et les charges sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif (intérêts, commissions et frais).

La variation de valeur des instruments financiers, calculée hors intérêts courus, est comptabilisée en " Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les produits et les charges d'intérêts des dérivés de couverture de juste valeur sont présentés avec les produits et charges des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques.

La marge d'intérêt du premier semestre 2018 (non audité) et du premier semestre 2017 (non audité) est présentée dans le tableau ci-dessous :

	2018			2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<i>En milliers d'euros</i>						
<b>Titres à la juste valeur par capitaux propres</b>						
Opérations sur titres	13 945	(3 476)	10 468	17 188	(1 737)	15 451
Dérivés de couverture	4 976	(17 138)	(12 163)	5 317	(20 682)	(15 365)
<b>Sous-total</b>	<b>18 920</b>	<b>(20 615)</b>	<b>(1 694)</b>	<b>22 506</b>	<b>(22 419)</b>	<b>86</b>
<b>Créances sur les établissements de crédit et la clientèle</b>						
Prêts	70 885	(2)	70 882	73 087		73 087
Dérivés de couverture	6 999	(60 769)	(53 770)	7 770	(61 025)	(53 256)
Autres créances	14 722	(5 947)	8 775	5 941	(4 429)	1 512
<b>Sous-total</b>	<b>92 605</b>	<b>(66 718)</b>	<b>25 887</b>	<b>86 798</b>	<b>(65 455)</b>	<b>21 344</b>
<b>Titres au coût amorti</b>						
Opérations sur titres	32 491	(3)	32 489	36 112		36 112
<b>Sous-total</b>	<b>32 491</b>	<b>(3)</b>	<b>32 489</b>	<b>36 112</b>		<b>36 112</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>						
Comptes rémunérés	599	(81)	518	1 630	(27)	1 603
<b>Sous-total</b>	<b>599</b>	<b>(81)</b>	<b>518</b>	<b>1 630</b>	<b>(27)</b>	<b>1 603</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Émissions		(174 391)	(174 391)		(178 897)	(178 897)
Dérivés de couverture	194 242	(860)	193 382	206 420	(3 941)	202 479
<b>Sous-total</b>	<b>194 242</b>	<b>(175 251)</b>	<b>18 991</b>	<b>206 420</b>	<b>(182 838)</b>	<b>23 582</b>
<b>Autres intérêts et charges assimilées</b>		<b>(2 606)</b>	<b>(2 606)</b>		<b>(2 306)</b>	<b>(2 306)</b>
<b>Marge d'intérêts</b>	<b>338 858</b>	<b>(265 273)</b>	<b>73 584</b>	<b>353 466</b>	<b>(273 046)</b>	<b>80 421</b>